

Pour sauver la France de la coronadépression : réinjecter de la monnaie, donner au lieu de prêter

écrit par Christine Tasin | 6 avril 2020



Il s'agit d'ailleurs de sauver le monde et pas seulement la France, quoi que j'aie écrit dans le titre.

Vous trouverez ci-dessous un résumé et des extraits d'une étude très importante faite par un spécialiste financier, **Emmanuel Crenne**, ancien responsable du Département Produits Structurés – Marchés Emergents (CEEMEA) Merrill Lynch puis Goldman Sachs (et ancien responsable FN du Lot, [ancien conseiller régional](#) RN Occitanie).

Il faut absolument faire connaître cette étude, téléchargeable in extenso ici : [Comment sauver le monde de la Coronadepression – copie](#) et/ou son résumé ci-dessous à un maximum de personnes. Et notamment aux acteurs politiques de tous bords, responsables politiques, députés, sénateurs, maires, citoyens de tous bords...

Merci et bravo à Emmanuel pour ce travail considérable accessible à tous. Il a su vulgariser des concepts en général abscons pour le commun des mortels en montrant avec les mots de tous les jours, les maux présents et à venir.

Si l'on veut éviter une seconde crise de 29 et pire encore, il est urgent d'agir.

« Voyez-vous tout cela? Je vous le dis en vérité, il ne restera pas ici pierre sur pierre qui ne soit renversée...

C'est pourquoi, lorsque vous verrez l'abomination de la désolation, dont a parlé le prophète Daniel, établie en lieu saint, – que celui qui lit fasse attention! »

Matthieu 24

Comment sauver le monde de la coronadépression ? Que valent les réponses des différents gouvernements ?

Cette note est destinée à expliquer de manière vulgarisée la crise économique engendrée par la propagation du coronavirus et les mesures prises par les différents gouvernements. Cette crise est extrêmement profonde et sans précédent : il s'agit d'un effondrement catastrophique qui risque de produire une disparition d'un très grand nombre d'acteurs économique à une échelle jamais observée par le passé. Cette situation inédite demande la mise en place rapide de mesures hétérodoxes d'expansion monétaire à très grande échelle, suivies d'une distribution aux acteurs économiques qui en ont besoin. Sans cela c'est une très grande partie

de l'économie qui disparaîtra sans espoir de rétablissement avant de nombreuses années.

Les mesures proposées actuellement par les différents acteurs européens, ne semblent pas à la mesure des enjeux ni de l'urgence. Le caractère inédit et l'intensité de l'effondrement économique en cours nécessite une intervention extrêmement rapide des gouvernements et des banques centrales. Sans intervention rapide dans le sens des mesures que nous proposons, toute reprise économique en V, U ou même en L semble illusoire. Il est donc urgent d'agir dans les prochaines semaines. Si l'Union Européenne veut survivre à l'effondrement économique actuel, elle doit réagir très rapidement et ne pas se contenter d'inaction suivie de plates excuses, comme vient de le faire très tardivement le Président de la Commission Européenne, Madame Von der Leyen, à propos de l'Italie. Si l'Union Européenne ne réagissait pas dans les prochains jours, le gouvernement français devrait réagir de façon responsable et reprendre en main son destin.

Il est urgent d'agir : bientôt il sera trop tard !

TABLE DES MATIERES Résumé

Introduction

A) Une crise inédite, d'une intensité inégalée dans l'histoire et aux conséquences majeures

- Une crise peu comparable aux crises du passé
- Des mécanismes d'ampleur et de nature inédites
- Des effets majeurs sur l'économie déjà perceptibles

B) Les mécanismes et scénarios de sortie de crise

- Les modalités de levée du confinement conditions essentielles de la reprise
- Des plans de sortie de crise proposés par les différents gouvernements de façon désordonnée et largement insuffisants
- Mesures d'urgence et de moyen-terme proposées

Conclusion

Résumé du document d'Emmanuel Crenne, par Christine Tassin

Les passages en italique figurent tels quels dans le document original.

L'apparition du coronavirus accompagnée de mesures de confinement presque total de la population, une grande partie de l'économie a subi un coup d'arrêt brutal entraînant des pertes abyssales et le risque d'une crise prolongée. L'économie mondiale est la proie d'une dislocation sans précédent.

Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, l'arrêt de l'économie n'a été aussi brutal ni à une telle échelle. Et la raison, contrairement aux autres crises n'en est pas humaine, c'est une catastrophe naturelle, brutale. Même dans les années 30 l'économie ne s'était pas arrêtée. Il y a

aujourd'hui un risque de chute libre. Un confinement qui durerait de 3 à 6 mois aurait des conséquences catastrophiques et durables à long terme.

A situation nouvelle, il faut des solutions nouvelles... or celles choisies par les différents gouvernements et notamment le gouvernement français sont plutôt classiques et menacent d'être inefficaces pour ne dire que cela.

On va assister et on assiste déjà à des faillites en série, avec un effet domino.

Qui sait que le chasseur André (600 salariés, 150 boutiques) a déclaré il y a quelques jours la cessation de paiement et la fermeture de ses magasins suite au refus par la Banque Publique d'Investissement de soutenir l'entreprise par un prêt d'urgence ?

C'est 600 chômeurs de plus... Aux Etats Unis, en trois semaines, plus de 9.9 millions de nouvelles inscriptions au chômage ont eu lieu. En France, selon un recensement établi par le ministère du Travail au jeudi 2 avril 2020, 3,9 millions de salariés sont en situation de chômage partiel, ce qui représente environ 15% de la population active...

La plupart des gouvernements ont choisi la santé de leur population (et leur image...) aux dépens de l'économie. Le coronavirus est aussi un prétexte et un exutoire pratiques pour masquer leurs erreurs en matière de politique économique, et restaurer un capital-confiance très érodé par l'exercice du pouvoir. Seuls ont résisté de façon raisonnée à la mise en place de ces politiques la Hollande, la Suède, Hong Kong, Taiwan et la Corée du Sud, dont la gestion de l'épidémie semble avoir été plus raisonnable, alors que ces

pays ont des systèmes de santé mieux préparés et plus modernes.

Il faut donc considérer que l'effet du confinement et de la peur généralisée n'est pas une simple cessation d'activité qui pourrait ensuite être suivie d'une reprise par un appareil industriel et marchand resté en état, mais un arrêt brutal qui provoque une destruction par effet domino de toute la chaîne de valeur, des circuits de fournitures aux réseaux de distribution. Si une fois le confinement levé une usine est encore en état de produire, il faut que ses fournisseurs et ses clients existent toujours pour qu'elle puisse reprendre son activité. Les clients disparaissent si les fournisseurs disparaissent et vice versa. La disparition d'un grand nombre d'intervenants dans la chaîne de production peut complètement ruiner un secteur et le faire pratiquement disparaître. Une fois détruite, l'économie et ses circuits mettront des années à se reconstruire.

Pour la France, Jacques Sapir évalue de 500.000 à 1 million le nombre de chômeurs permanents supplémentaires générés par le confinement pour le seul secteur des PME/TPE sans soutien gouvernemental, soit 7% à 14% du nombre total des salariés que ces entreprises emploient (sur un total de 7 millions).

Bref, on peut s'attendre à l'augmentation du chômage, à des plans de soutien à l'économie... tout cela va plomber les finances publiques déjà en fort mauvais état avec une dette abyssale. Et cela va faire mécaniquement augmenter les intérêts de celle-ci, alors que nos capacités d'emprunt sont déjà plus que limitées. On connaît les conséquences : augmentation des prélèvements obligatoires déjà fort lourds, pénuries faisant monter les prix, retour de l'inflation...

Quid de la sortie du confinement ? Elle doit se faire de façon coordonnée à l'échelle mondiale, sauf à n'avoir servi à rien et à voir repartir de plus belle l'épidémie. Et elle doit être accompagnée de traitements, vaccins... (note de C.TASIN : on mesure encore plus les conséquences économiques en sus d'être criminelles de la décision de ne pas tester et traiter à la chloroquine dès les premiers symptômes).

Il est fort possible que cette crise entraîne un *mouvement de démondialisation*, avec le rapatriement de certaines entreprises jugées stratégiques, ce qui entraînera des tensions entre pays, la disparition d'entreprises ...

Face à cela les plans de sortie de crise des différents gouvernements sont largement insuffisants :

Les mesures proposées paraissent cependant très insuffisantes, car fondées sur une reprise possible en quelque mois sans tenir compte de la réalité des dommages déjà causés sur le terrain.

S'ils diffèrent dans les montants et certaines modalités (voir détails dans l'Annexe), l'ensemble ces plans s'articulent autour de trois principales mesures : (a) Un soutien aux chômeurs et/ou aux consommateurs (b) Un soutien aux entreprises sous forme de prêts et/ou de garanties (c) des mécanismes de report d'imposition (pour la France). Parallèlement à l'action gouvernementale, la plupart des banques centrales mettent en place de grands programmes de rachat d'emprunts souverains (en Europe le Pandemic Emergency Purchasing Programme de EUR 750 milliards censé s'achever fin 2020), et inondent le marché de liquidités afin de préserver le système bancaire et financier. Le plan de secours le plus ambitieux est celui du gouvernement des

Etats Unis, qui prévoit même le non-remboursement des prêts par les petites et moyennes entreprises en cas de difficultés.

Or tous ces plans de soutien ne sont pas destinés à stimuler l'économie mais à la préserver. Les montants proposés sont très insuffisants face à la violence du choc.

Si l'on examine les mesures de soutien aux entreprises, il s'agit de prêts ou de garanties dont les montants sont faibles (3 mois de chiffre d'affaire pour le plan français, et des indemnisations aux TPE/PME de l'ordre de 1500 euros seulement). Par définition, les prêts devront être remboursés (sauf aux Etats-Unis dans certains cas). Par ailleurs, le plan français semble particulièrement sous-dimensionné par rapport à celui des allemands et des américains.

*Pour comprendre la réalité, nous sommes allés sur le terrain et avons évoqué cette question avec tous les commerçants rencontrés lors de nos sorties permises dans le cadre du confinement. **Il apparaît dans ces discussions qu'aucune de ces entreprises de petite taille ne voudra se charger de dette pour survivre : l'impression générale est que si le confinement dure encore plus de deux ou trois semaines, la plupart des commerces de proximité auront disparu. Pour éviter cela, il apparaît que les prêts doivent se transformer en don, mais pas a posteriori : le gouvernement doit annoncer la couleur immédiatement.** A ce titre, seul le plan américain qui prévoit que certains prêts puissent ne pas être remboursés par certaines entreprises en difficultés, semble admettre la réalité des choses, quoique très timidement. La perspective d'un alourdissement de leurs dettes, n'encouragera pas de nombreuses entreprises à solliciter le soutien de l'Etat dans ces formes, elles*

préféreront disparaître. Ces mesures paraissent par conséquent inopérantes pour restaurer la confiance. Tout se passe comme si, suite à un tremblement de terre, le gouvernement proposait au propriétaire d'un bâtiment détruit de financer la décoration intérieure alors que le gros œuvre est fortement endommagé.

Et il ne faudra pas compter sur l'UE menée par l'Allemagne qui, selon toute probabilité n'aura de cesse de revenir au « Pacte de Stabilité Budgétaire », qui empêchera les pays les plus endettés à lancer des politiques keynésiennes, seules à même d'éviter la catastrophe.

ALORS QUE FAIRE ? QUE DEVRAIT FAIRE LA FRANCE ?

Seuls les Etats-Unis, quoique de manière timide, semblent d'être engagés sur la bonne voie. A situation hétérodoxe, réponses hétérodoxes.

Notre constat de base est que l'arrêt brutal de l'économie et des marchés a créé une destruction quasi instantanée de la plupart des flux économiques. Le comportement des différents acteurs de l'économie a été et est encore de trouver des liquidités. Si les banques centrales ont réagi et opéré des injections massives de cash, celles-ci se limitent à la sphère financière. **Or c'est au plus bas niveau de l'économie, la boutique de quartier, la petite PME que le besoin est le plus ressenti.** Ces méthodes ne permettront pas à ces acteurs essentiels de poursuivre leur activité. Ils représentent cependant une grande part de l'économie (50% de l'emploi en France).

Afin de pallier aux effets de la destruction observée, il

convient donc de remplacer les flux disparus et de faire comme s'ils avaient existé. Ceci signifie qu'il faut remplacer le stock de monnaie manquant dans des délais extrêmement courts afin d'éviter que la destruction des acteurs ne puisse avoir lieu. **Notre thèse est donc qu'il suffit de réinjecter DIRECTEMENT dans l'économie les liquidités manquantes et sans aucune contrepartie, donc surtout pas sous forme de prêt remboursable, mais par pure création de monnaie.** Par analogie imaginons que l'économie est un corps humain qui suite à un accident aurait perdu 80% de son sang. Il ne servirait à rien de tenter de ranimer le corps sans au préalable le perfuser, comme un moteur de voiture ne saurait fonctionner sans carburant.

Ceci est parfois appelé politique de « monnaie hélicoptère » (« helicopter money »), déjà utilisé aux Etats unis en 2008-2010. Ceci consiste à inonder les consommateurs et les entreprises d'argent sans contrepartie, par expansion monétaire. La banque centrale augmente la masse monétaire et donne purement et simplement l'argent, qui peut ainsi être utilisé par les différents acteurs économiques. Aux Etats-Unis cela prend la forme actuellement d'un don de 1200 euros par ménage et d'une perspective de non-remboursement des prêts aux petites entreprises (voir description dans l'Annexe).

Avantages et inconvénients

Les avantages de la création monétaire sont multiples : a) la monnaie est créée au sein de la banque centrale ou d'institutions financières de manière quasi instantanée ; b) pas de dette publique supplémentaire, la banque centrale comptabilisant la création monétaire soit sous la forme d'une obligation perpétuelle sans intérêt, soit comme une dépense ; c) pas d'augmentation des impôts qui grèverait les perspectives de reprise économiques ; d) descente des liquidités au niveau de l'économie réelle directement là où cela est nécessaire, ce qui est très différent des

programmes de rachat de dette par les banques centrales, très techniques qui sont eux destinés à éviter l'effondrement des banques et du système financier, mais qui ne permettent pas la descente des liquidités au niveau de l'économie dite «réelle» ; e) pas d'augmentation de l'encours de dette de l'Etat, des entreprises et des ménages et donc préserver un environnement de taux bas, nécessaire à la reprise économique ; mais aussi f) limitation de l'augmentation des encours de crédit en difficulté dans le bilan des banques commerciales qui pourrait freiner la disponibilité du crédit dans l'économie et par conséquent la reprise : regain de popularité pour l'institution monétaire européenne et visibilité de l'utilité de l'Euro par les peuples européens.

Le risque principal de cette création monétaire ex-nihilo est celui de la réapparition de l'inflation voire de l'hyperinflation. Ce risque est cependant limité si l'injection de liquidité correspond aux montants détruits par l'effondrement économique. Si ces montants sont remplacés, la destruction économique sera beaucoup plus limitée, les principaux acteurs des circuits économiques survivront et l'économie sera alors en mesure de repartir, comme un moteur qui a conservé toutes ses pièces ou comme un corps dont les organes ont été préservés. Il faut cependant faire bien attention à ce que l'injection de liquidité par création monétaire ne soit pas abusive afin d'éviter les dérapages hyper-inflationnistes des expériences monétaires allemandes des années 20. Il faut pour cela faire en sorte que la création monétaire soit dirigée très précisément vers les acteurs économiques qui ont perdu de l'argent. Il s'agit de reconstituer ce qui aurait existé sans la crise de confinement. Une politique d'helicopter money par saupoudrage de liquidités uniforme dans l'économie sur un appareil économique en détresse, créerait des excès pour

certains et maintiendrait le manque d'argent pour d'autres, n'évitant pas le processus de destruction des circuits économiques, et augmentant le risque d'inflation.

Sous réserve que les gouvernements européens et la BCE se mobilisent rapidement pour mettre en place cette politique monétaire hétérodoxe, l'EURO adopté par la plupart des pays européens pourrait, pour une fois, être vécu comme un avantage plutôt qu'une contrainte et permettre de revitaliser l'esprit de cohésion des nations et des peuples européens dans une Union Européenne qui a failli jusqu'à présent à apporter soutien et solutions adaptées. Sans intervention rapide des gouvernements et de la BCE, il y a fort à parier que l'Union Européenne disparaisse, comme en témoignent les nombreuses vidéos qui fleurissent sur internet et où l'on voit des italiens confinés chez eux brûler des drapeaux européens.

Mais tout cela n'est et ne sera possible que si cette injection massive d'argent là où il faut a lieu dans les prochaines semaines, après il sera trop tard...